

WASHINGTON/PARIS (Reuters) -

La ministre française de l'Economie et des Finances entamera son mandat à la tête du Fonds monétaire international le 5 juillet dans un contexte de crise des dettes publiques en Europe et plus particulièrement en Grèce, où les marchés redoutent un défaut de paiement.

Christine Lagarde, première femme à diriger le FMI après dix hommes, a été soutenue par l'Europe, les Etats-Unis et des pays dits émergents comme la Chine, la Russie et le Brésil.

Elle succède à Dominique Strauss-Kahn, qui a démissionné en mai après avoir été inculpé pour tentative de viol à New York et qui clame son innocence.

"L'action du FMI doit être pertinente, proactive, efficace et légitime, pour assurer une croissance plus forte et durable, la stabilité macroéconomique et un avenir meilleur pour tous", a dit Christine Lagarde dans un communiqué.

"Le FMI a été au service de ses 187 pays membres pendant la crise économique et financière mondiale, ce qui l'a amené à évoluer profondément. Mon objectif premier à la tête de notre institution sera de faire en sorte qu'elle continue dans cette voie avec la même détermination et le même engagement", poursuit-elle.

APPEL À L'UNITÉ EN GRÈCE

Sur TF1, la ministre française a appelé l'opposition grecque à une entente nationale avec le parti au pouvoir pour sortir le pays de la crise.

"Si j'ai un message à faire passer ce soir concernant la Grèce, c'est un appel à l'opposition politique grecque pour qu'elle rejoigne dans une entente nationale le parti qui est actuellement au pouvoir. Il y va vraiment du destin d'un pays, de sa sécurité", a dit la ministre.

Interrogée sur une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro, elle a répondu : "C'est le scénario du pire qu'il faut impérativement et par tous les moyens éviter".

Quant à la situation de l'économie française à l'heure de son départ à Washington, Christine Lagarde a déclaré : "Nous avons tenu le pays face à la crise dans des conditions qui sont probablement les meilleures en Europe actuellement".

Agustin Carstens, le gouverneur de la banque centrale du Mexique qui était en concurrence avec Christine Lagarde, lui a adressé tous ses vœux de réussite.

"Je salue le choix de Christine Lagarde comme directrice générale du FMI; je lui souhaite le meilleur et elle a tout mon soutien", a-t-il dit dans un communiqué.

La présidence française a salué sa désignation.

"C'est une victoire pour la France", souligne l'Elysée dans une déclaration. "La présidence française se réjouit qu'une femme accède à cette importante responsabilité internationale."

Lesley Wroughton, avec Jean-Baptiste Vey à Paris, Wilfrid Exbrayat pour le service français, édité par Sophie Louet